

Emploi féminin et milieu géographique: tendances hors Québec

Anne Gilbert
Département de géographie
Université d'Ottawa
Ottawa, ON K1N 6N5

Les travaux sur l'emploi féminin en milieu minoritaire francophone sont unanimes (voir FJCF, 1990a; Cardinal et Coderre, 1990): les femmes sont nettement défavorisées en matière d'emploi, tant sur le plan de leur participation générale au marché du travail rémunéré, de l'éventail des professions aux quelles elles ont accès que des revenus qu'elles en tirent. Le développement des communautés francophones ne peut qu'en être grandement affecté, si l'on soutient la thèse voulant que la consolidation d'un espace économique francophone en milieu minoritaire requiert l'intégration de toutes les forces vives de la communauté (FCFAC, 1992).

La présente étude vise trois objectifs principaux: rappeler quelques faits essentiels quant à l'accès limité des femmes francophones à l'emploi et quant aux inégalités de revenu qui les affectent au travail; analyser l'impact de la géographie sur ces inégalités; et proposer des axes de réflexion quant à l'intégration des femmes francophones au marché de l'emploi dans les différents types de milieux de vie française au pays. L'étude sera menée sous trois

Je tiens à souligner l'appui financier du Réseau national d'Action/Éducation femmes pour l'analyse préliminaire des données présentées ici. Les résultats de cette analyse ont fait l'objet d'un rapport intitulé *L'accès inégal des femmes francophones à l'emploi*, déposé auprès de l'organisme en septembre 1992. Je voudrais remercier aussi l'Institut canadien de recherche en développement régional qui, en organisant ses données sur l'économie francophone sur une base régionale, m'a donné une occasion inespérée d'explorer la problématique de l'emploi des femmes dans une perspective géographique. Enfin, j'aimerais souligner l'appui que m'ont donné Béatrice Sokoloff et Caroline Andrew, responsables de ce numéro spécial. Leurs suggestions de révision d'une première version de cet article m'ont permis de beaucoup améliorer l'argumentation proposée ici.

angles privilégiés, soit celui des femmes francophones, celui des écarts hommes-femmes au sein de la population francophone et celui des différences entre femmes francophones et femmes anglophones. Enfin, une attention particulière sera apportée à l'analyse de l'impact de la scolarité, que d'aucuns invoquent souvent comme une cause majeure des inégalités qui affectent les femmes sur le marché de l'emploi.

Nous nous sommes servis pour cette étude des données réunies dans une série de tableaux produits par l'Institut canadien de recherche sur le développement régional (voir ICRDR, 1991) pour la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, dans le cadre de *Dessein 2000*. Ces données venaient d'une compilation spéciale du Recensement de 1986 effectuée pour le compte de l'Institut et qui distinguait deux groupes sur la base de la langue maternelle: les francophones et les non-francophones. Les tableaux utilisés portent sur l'ensemble de la population vivant à l'extérieur du Québec, par province et par région (regroupement de divisions de recensement) au sein des différentes provinces. Les régions ont été définies en fonction de la grosseur et de la concentration de leurs effectifs francophones (Tableau 1).

Quatre provinces ont servi de cadre d'analyse: la *Nouvelle-Écosse*, où le taux d'activité des femmes francophones est le plus bas au pays, et où l'écart entre les taux de chômage féminins et masculins est le plus grand chez les francophones; l'*Alberta*, où le taux d'activité des femmes francophones est au contraire le plus élevé au pays -exception faite des Territoires- et où les taux de chômage des femmes francophones sont inférieurs à ceux des hommes francophones; l'*Ontario* où au sein de la population francophone, les écarts femmes-hommes sont très élevés tant sur le plan des taux d'activité que des taux de chômage et où les différences entre francophones et non-francophones pour ces mêmes taux sont aussi parmi les plus marquées du Canada; le *Nouveau-Brunswick* où la scolarité des femmes francophones est la plus basse au pays. Le Nouveau-Brunswick a aussi été retenu pour les fins de notre étude parce qu'il s'agit de la seule province au sein de laquelle l'Institut canadien de recherche sur le développement régional a distingué une région à majorité francophone. L'étude des particularités de l'emploi des femmes selon que l'on se trouve en milieu à faible ou forte représentation francophone est en effet au coeur de notre analyse.

Le rôle du milieu

La géographie régionale de l'emploi féminin en milieu minoritaire francophone au Canada débute par l'analyse des particularités provinciales du travail des femmes (FJCF, 1990b). Elle ne saurait cependant s'y limiter, la participation des femmes à l'emploi pouvant prendre des formes fort différentes selon les régions d'une même province. *Les francophones tels qu'ils sont* l'ont montré pour l'Ontario, illustrant que les taux d'activité et de chômage, les structures

TABLEAU 1 Profil francophone des régions, 1986

	Nombre de francophones	% De francophones	Part provinciale
Nouvelle-Écosse	30840	3.6	100.0
Sud-Ouest	12160	25.1	39.4
Cap-Breton	7310	4.7	23.7
Halifax	7540	2.5	24.5
Reste NE	3830	1.1	12.4
Nouveau-Brunswick	223680	31.9	100.0
Majorité franc.	147645	76.3	66.0
Forte représ. franc.	62305	34.1	27.9
Reste NB	13730	4.2	6.1
Ontario	422770	4.7	100
Nord-Est	133895	19.9	31.7
Sud-Est	167515	19.8	39.6
Péninsule ontarienne	103405	1.8	24.5
Reste Ont.	17955	1.2	4.2
Alberta	47475	2.0	100.0
Calgary/Edmonton	27345	1.8	57.6
Reste Alberta	20130	2.4	42.4

Source: ICRDR, 1991, d'après le recensement de 1986.

Note:	Nouvelle-Écosse	
	Sud-Ouest:	Yarmouth, Digby
	Cap-Breton:	Inverness, Richmond, Cap-Breton
	Reste NE:	12 autres divisions de recensement
	Nouveau-Brunswick	
	Majorité franc.:	Madawaska, Restigouche, Gloucester, Kent
	Forte représ. franc.:	Victoria, Northumberland, Westmorland
	Reste NB:	8 autres divisions de recensement
	Ontario	
	Nord-Est:	Sudbury, Cochrane, Nipissing, Timiskaming, Algoma, Thunder Bay
	Sud-Est:	Ottawa-Carleton, Prescott/Russell, Stormont, Dundas/Glengarry, Renfrew
	Péninsule ontarienne:	Durham, York, Toronto, Peel, Halton, Hamilton, Niagara, Waterloo, Kent, Essex, Lambton, Middlesex, Simcoe
	Reste Ont.:	25 autres divisions de recensement
	Alberta	
	Calgary/Edmonton:	Calgary, Edmonton
	Reste Alb.:	17 autres divisions de recensement

professionnelles, le niveau de scolarité et les revenus des femmes varient sensiblement d'une région à l'autre (ACFO, 1985). L'étude de l'ICRDR sur la *Vitalité des régions francophones hors Québec: tendances et perspectives* (1991) l'a confirmé à l'échelle du pays. Ces travaux empiriques ont été les premiers à nous faire reconnaître la diversité régionale de l'emploi des femmes. D'autres recherches nous ont aidé à élaborer le cadre méthodologique à partir duquel

nous tenterons de faire une lecture géographique de la participation des femmes francophones à l'emploi.

Un travail fort important à ce propos est celui qu'a mené l'équipe de la Fédération des jeunes Canadiens français dirigée par Roger Bernard dans le cadre de *Vision d'avenir*, qui introduit l'indice de "contact régional" pour traduire la diversité de l'environnement linguistique dans lequel s'inscrivent les comportements en milieu minoritaire (FJCF, 1991). Cet indice qui correspond au taux de concentration de la population francophone à l'intérieur d'une division de recensement a été à la base de l'organisation des résultats de l'enquête nationale menée par l'organisme, enquête qui a illustré avec éloquence l'impact du milieu géographique sur les attitudes et les comportements des jeunes. Il faut mentionner aussi les recherches d'André Langlois (1987, 1989, 1992) qui ont illustré cet effet du milieu sur les pratiques linguistiques et spatiales des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes à diverses échelles.

L'analyse qui suit veut proposer des points de repère empiriques pour développer davantage ces idées relativement à l'emploi des femmes. Deux dimensions de la différenciation régionale seront privilégiées, soit: d'une part, la force de la représentation francophone, basée sur les effectifs du groupe et sur son importance relative; d'autre part, le caractère métropolitain du milieu, qui suscite, nous le croyons, un rapport spécifique du groupe minoritaire à l'économie. L'étude portera tour à tour sur la participation à l'emploi (taux d'activité et de chômage), les occupations et les revenus d'emploi.

Milieus et accès des femmes au marché du travail

Quoique présentant une image tronquée de l'apport des femmes à la production et à l'échange au sein de leurs communautés, les taux d'activité et de chômage sont parmi les indicateurs les plus utilisés de leur participation à l'économie. L'examen des taux provinciaux d'activité et de chômage des hommes et des femmes montre l'ampleur des inégalités affectant la participation féminine au marché du travail à l'échelle du pays. L'analyse menée à l'échelle des régions montre que ces inégalités ont des visages assez différents selon les milieux.

A l'échelle provinciale

A l'examen des taux provinciaux d'activité et de chômage, on remarque d'entrée de jeu que les femmes francophones du pays sont doublement défavorisées sur le plan de l'accès à l'emploi. Chez les francophones des provinces à l'étude, les femmes participent moins nombreuses que les hommes au marché du travail et le taux de chômage féminin est souvent plus élevé que le taux de chômage masculin. Par surcroît, la précarité de l'emploi des francophones -- femmes et hommes -- telle qu'illustrée par les taux de chômage

TABLEAU 2 Taux d'activité et de chômage des francophones, selon le sexe, par région, 1986

	Taux d'activité francophones			Autres	Taux de chômage francophones			Autres
	Femmes	Hommes	Total		Total	Femmes	Hommes	
Nouvelle-Écosse	45.2	72.2	58.7	61.7	15.5	10.3	12.3	13.6
Sud-Ouest	41.0	67.1	54.2	59.1	16.0	13.9	14.6	16.0
Cap-Breton	39.4	62.0	50.5	54.9	19.4	14.4	16.2	22.7
Halifax	57.8	84.3	71.7	69.4	10.7	4.9	7.1	9.4
Reste NE	45.5	81.2	61.8	58.1	18.8	7.2	12.0	14.1
Nouveau-Brunswick	51.0	70.1	60.4	61.0	19.8	20.8	20.4	15.3
Majorité franc.	49.9	68.4	59.2	55.3	22.1	23.6	22.9	21.1
Forte représ. franc.	52.0	71.9	61.7	58.9	16.8	17.2	17.1	17.6
Reste NB	57.5	78.7	67.5	62.4	13.1	11.1	11.8	13.7
Ontario	55.1	77.8	65.8	69.3	9.2	7.4	8.2	6.8
Nord-Est	47.3	74.5	60.7	64.7	12.9	10.5	11.5	7.1
Sud-Est	58.5	78.1	67.7	70.4	7.5	6.2	6.8	11.5
Péninsule ontarienne	58.4	80.9	68.8	70.5	8.0	6.1	7.0	6.3
Reste ON	54.7	80.0	66.8	65.6	10.9	6.1	8.1	7.2
Alberta	61.3	84.5	72.9	72.6	9.0	9.5	9.3	9.8
Calgary/Edmonton	64.2	85.4	74.5	74.0	9.4	10.7	10.1	10.1
Reste AL	56.9	83.3	70.7	70.0	8.4	7.9	8.1	9.0

Source: ICRDR, 1991, d'après le recensement de 1986.

est généralement plus grande que celle des non-francophones (Tableau 2).

Ainsi, les taux d'activité des femmes francophones sont faibles dans toutes les provinces. Ils sont inférieurs à 50% en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick et ils ne dépassent les 60% qu'en Alberta. Les taux d'activité des femmes sont partout nettement inférieurs à ceux des hommes. L'écart est d'au moins 20 points dans toutes les provinces, incluant l'Alberta où les femmes affichent pourtant un taux de participation au marché du travail relativement élevé. Enfin, les francophones accédant moins nombreux que les non-francophones au marché de l'emploi, les femmes francophones souffrent aussi bien sûr des contraintes auxquelles se bute la francophonie dans son ensemble en matière d'accès à l'emploi.

Par ailleurs, les taux de chômage des femmes francophones sont plus élevés que ceux des hommes en Nouvelle-Écosse et en Ontario. L'écart entre les taux de chômage des femmes et des hommes est de plus de cinq points en Nouvelle-Écosse. Il se rapproche des deux points en Ontario français. Ceci ajoute aux inégalités qui affectent ici les femmes francophones en matière d'emploi. Au Nouveau-Brunswick, le taux de chômage légèrement inférieur des femmes ne saurait faire oublier que les francophones -hommes et femmes- accèdent beaucoup plus difficilement que les anglophones au marché du travail. Quant à l'Alberta, l'analyse qui suit montre que les avantages des Franco-Albertaines sur les Franco-Albertains et les non-francophones sur le plan de l'emploi varient sensiblement selon les régions.

L'effet de la représentation francophone

Les femmes francophones souffrent d'un accès réduit à l'emploi, où qu'elles soient. Les milieux francophones et ceux qui le sont moins n'offrent cependant pas les mêmes contraintes à l'emploi féminin. Dans les régions les plus francophones, les femmes sont généralement moins nombreuses sur le marché du travail que dans les autres régions. Les taux de chômage féminins y sont aussi souvent plus élevés. Ces réalités ne sauraient surprendre, les milieux francophones ayant le plus souvent des économies orientées vers les activités primaires et de transformation, moins ouvertes à l'emploi des femmes. Ce qui étonne davantage, c'est que l'emploi féminin reste tout aussi vulnérable dans les milieux plus anglophones où les écarts entre taux de chômage féminins et masculins ont tendance à s'élargir.

Les taux d'activité des femmes francophones sont en effet plus élevés dans les milieux où le fait français est moins marqué. Les taux de chômage féminins sont pour leur part beaucoup plus faibles là où la représentation francophone est moins forte. La plus grande vulnérabilité des femmes francophones sur le marché de l'emploi dans les milieux les plus francophones est évidente au Nouveau-Brunswick. Elle se vérifie aussi en Nouvelle-Écosse où la participation des femmes est plus faible dans le Sud-Ouest et au Cap-Breton qu'ailleurs alors que le chômage féminin y est supérieur à la moyenne provinciale. La situation des femmes francophones est aussi très précaire dans le Nord-Est de l'Ontario, région à la fois la plus francophone de la province et la plus défavorisée tant sur le plan du taux de participation des femmes francophones que de leur taux de chômage. Les milieux moins francophones offrent au contraire un accès plus large à l'emploi des femmes, tel que l'illustrent les taux d'activité et de chômage.

Fait intéressant cependant, les écarts dans les taux d'activité sont tout aussi grands entre les femmes et les hommes francophones dans les milieux moins francophones que dans les autres. Quant au chômage féminin, il est relativement plus sévère que celui des hommes dans les milieux à faible représentation francophone. Les femmes auraient donc plus de difficultés que ces derniers à bien se positionner sur le marché de l'emploi en milieu anglophone. Certes elles y gonflent en plus grand nombre les rangs de la population active mais elles n'y trouvent pas nécessairement un emploi, ce qui réduit d'autant les gains qu'elles peuvent y faire sur le plan de la participation. Et, ne pouvant vraisemblablement contrebalancer ici leur faible intégration au marché de l'emploi en s'appuyant autant qu'elles le feraient en milieu traditionnellement francophone sur leurs réseaux familiaux et sociaux, on peut croire qu'elles vivent, dans ces milieux anglophones, une situation particulièrement difficile.

L'effet métropolitain

La situation des femmes francophones semble plus favorable en milieu métropolitain qu'ailleurs. Leur taux d'activité à Halifax est par exemple nettement supérieur qu'il ne l'est dans la région du Cap-Breton, où le pourcentage de francophones est le même que dans la région métropolitaine, alors que le taux de chômage y est de 8 points inférieur. De même les femmes francophones de Calgary et d'Edmonton sont avantagées par rapport à leurs consoeurs du reste de la province: un taux d'activité plus élevé, ainsi qu'un taux de chômage qui y est inférieur à celui des hommes, alors qu'ailleurs dans la province, les femmes francophones sont relativement plus nombreuses que les hommes à chercher du travail.

Mais encore ici, les écarts persistants entre les hommes et les femmes francophones montrent que la situation des femmes sur le marché de l'emploi n'est pas moins précaire en milieu métropolitain qu'ailleurs. On les y retrouve certes plus nombreuses sur le marché du travail mais pour y jouer un rôle toujours plus effacé que celui des hommes dans l'économie marchande, ceux-ci étant toujours plus nombreux que celles-là à accéder à un emploi dans les grands centres.

Milieux et structures professionnelles des femmes et des hommes

Un regard sur les professions féminines permet d'étoffer le tableau qui vient d'être esquissé quant à l'intégration des femmes à l'économie de marché. L'analyse montre qu'elles restent, quelle que soit la province, confinées dans leurs secteurs d'emploi traditionnels. Le caractère francophone du milieu a peu d'impact sur les structures professionnelles féminines, et il ne réduit en rien les écarts qui les séparent de celles des hommes. Le fait métropolitain a quant à lui des effets plus marqués sur l'éventail des occupations féminines.

À l'échelle provinciale

L'étude préliminaire des données sur les occupations a montré que femmes et hommes francophones des quatre provinces à l'étude continuent d'occuper des sphères d'emploi différentes, les premières étant nettement surreprésentées dans les secteurs des services et des emplois de bureaux, alors que les seconds s'accaparent les secteurs primaire, du transport et de la construction (Gilbert, 1992). La concentration des femmes francophones dans l'enseignement et les professions du domaine de la santé est aussi relativement notoire. Les inégalités hommes-femmes sont particulièrement marquées en Alberta et en Ontario, où

la présence relative des femmes francophones dans les activités secondaires - industries de transformation et usinage - est beaucoup plus réduite que dans les Provinces Maritimes.

Cette étude a aussi montré que la proposition voulant que la sous-scolarisation des femmes constitue un frein supplémentaire à la diversification de l'emploi féminin (voir Cardinal et Coderre, 1990) résiste plus ou moins à l'analyse. Certes le fossé entre les emplois des seuls femmes et hommes ayant moins d'une 13e année est plus large que pour l'ensemble de la population. Les femmes y dominent encore plus nettement les professions des secteurs des services et des emplois de bureau, ceci que l'on se situe dans une province telle le Nouveau-Brunswick où le taux de scolarisation est faible ou au contraire dans un milieu tel l'Alberta où les femmes francophones sont parmi les plus scolarisées au pays. Les universitaires ont pour leur part accès à une gamme plus large d'emploi, ce qui se reflète dans la structure professionnelle des femmes francophones ayant fait des études universitaires. Il n'en existe pas moins des ghettos d'emploi féminins pour les universitaires francophones, notamment en éducation, dans le domaine dans la santé et au niveau des emplois de bureau où, encore ici, les femmes francophones dominent nettement les hommes.

L'effet de la représentation francophone

Dans l'ensemble, les structures professionnelles des femmes changent assez peu selon que l'on se trouve en milieu à forte représentation francophone ou non. En effet, quelle que soit par exemple la région du Nouveau-Brunswick (Figure 1a, légende en appendice), de la Nouvelle-Écosse ou de l'Ontario, les femmes francophones sont toujours aussi concentrées dans les services et dans les emplois de bureau. Une femme sur deux travaille dans l'un ou l'autre de ces secteurs, que l'on soit dans les milieux à forte représentation francophone ou dans les milieux où les francophones sont proportionnellement moins nombreux.

Fait intéressant, la structure professionnelle des femmes francophones serait cependant plus diversifiée dans les milieux les plus francophones du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse qu'ailleurs dans ces provinces. Les femmes y occupent une place importante dans la transformation des produits de la pêche, et leur prédominance dans les emplois de cols blancs y est par conséquent moins grande que dans les autres régions. Compte tenu des difficultés auxquelles est confronté le secteur des pêches dans ces milieux, on ne peut cependant parler ici d'une situation plus avantageuse pour les femmes. Par ailleurs, notre analyse a confirmé que cette plus grande diversification de l'emploi féminin en région plus francophone serait particulière aux Provinces Maritimes, la situation ontarienne étant par exemple toute autre, à la faveur d'un accès plus grand des femmes francophones aux activités secondaires dans les milieux les plus anglophones. Il est donc impossible de conclure sur

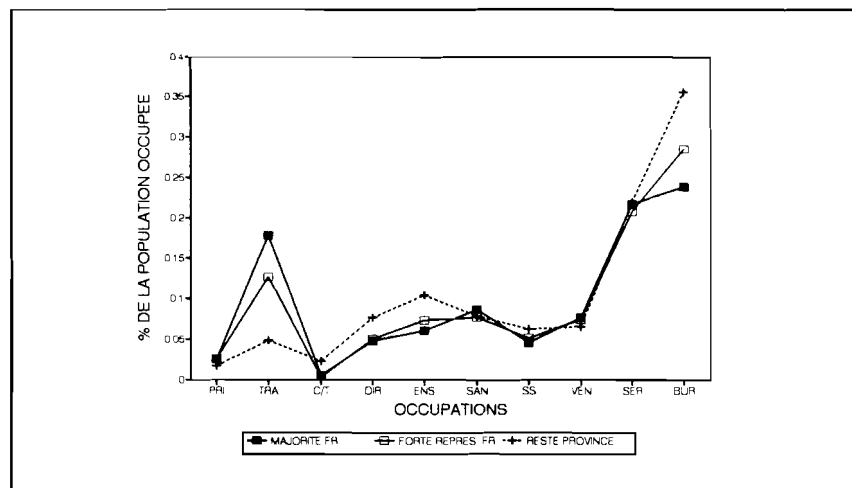


FIGURE 1a Occupations selon le milieu, femmes francophones, N.B., 1986

l'impact de la représentation francophone sur la diversification de l'emploi féminin, qui semble beaucoup plus liée aux caractères de l'économie régionale qu'à un facteur proprement culturel.

En dépit de ces différences de contexte et de leurs effets sur les occupations des femmes et des hommes à l'échelle régionale, un fait demeure néanmoins, qu'il nous apparaît important de relever: les écarts entre les structures professionnelles masculines et féminines sont très importants quelle que soit la représentation francophone. Ainsi, même si les milieux plus anglophones offrent des possibilités plus larges aux femmes francophones en matière d'accès au marché du travail, ils ne semblent pas offrir des conditions favorisant une plus grande égalité en matière d'accès aux différentes professions. Les figures 1b et 1c qui opposent pour le Nouveau-Brunswick les comtés à majorité francophone à ceux à faible représentation francophone sont éloquentes quant au fossé qui au contraire se creuse entre les deux sexes dans le secteur secondaire ou dans les emplois de bureau dans les milieux moins francophones. Une proportion plus importante de directrices et gérantes dans les milieux où la représentation francophone est plus faible n'a pas non plus réduit l'écart des proportions de femmes et d'hommes oeuvrant dans ce secteur.

Mentionnons aussi que dans ces milieux qui sont souvent des milieux moins traditionnels pour la francophonie canadienne, la structure professionnelle des femmes francophones tend ainsi à se rapprocher de celle des anglophones. La comparaison des structures professionnelles des femmes francophones et non francophones dans les différents milieux à l'étude illustre en effet l'effet de la faible représentation francophone sur la réduction des écarts entre les deux groupes linguistiques: ces structures coïncident ou presque - l'éducation est un

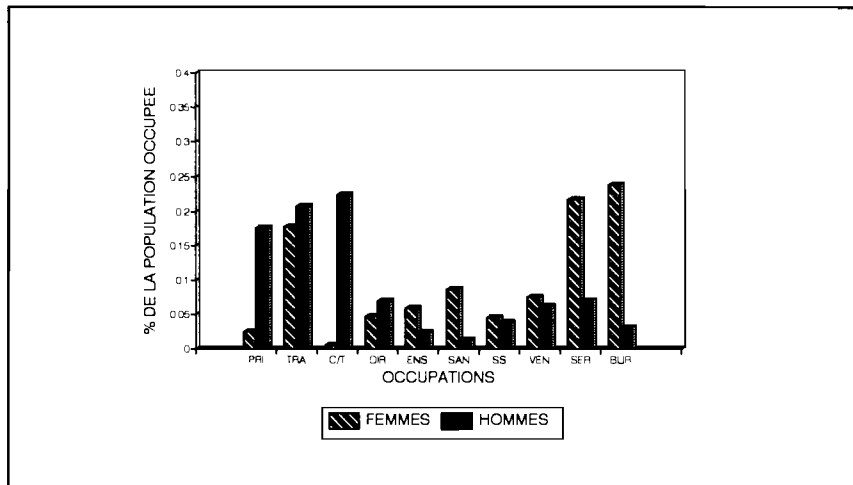


FIGURE 1b Occupations selon le sexe, comtés à majorité fr., N.B., 1986

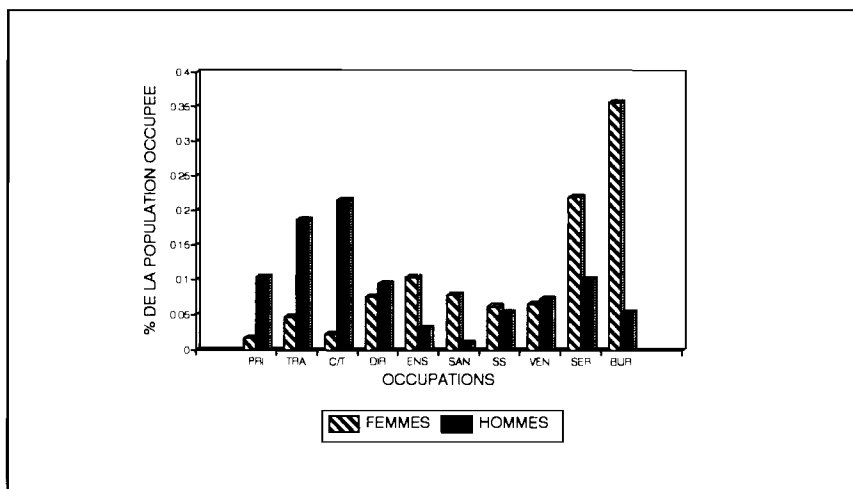


FIGURE 1c Occupations selon le sexe, comtés à faible repr. fr., N.B., 1986

secteur qui prédomine chez les francophones - dans les régions plus anglophones, comme en témoignent les figures 1d et 1e, représentant les occupations des femmes francophones dans les milieux métropolitain et non métropolitain de l'Alberta.

L'effet métropolitain

Si la représentation francophone a peu d'impact sur les structures profes-

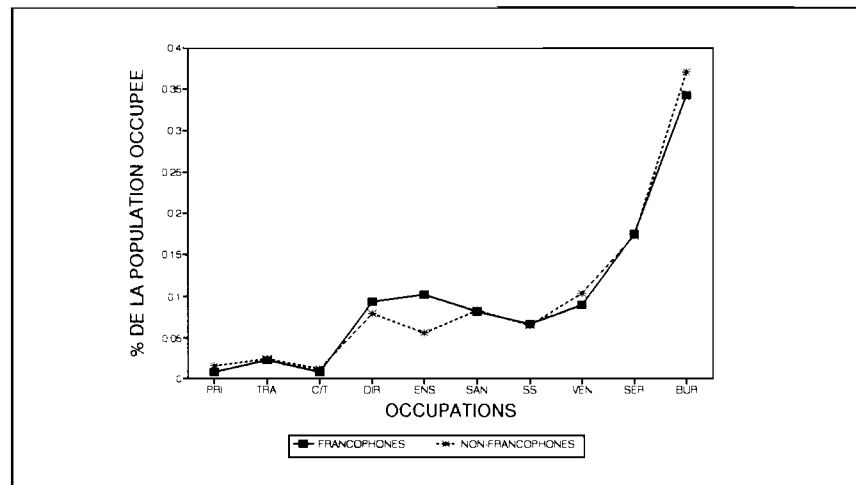


FIGURE 1d Occupations selon la langue, femmes, Calgary/Edmonton, 1986

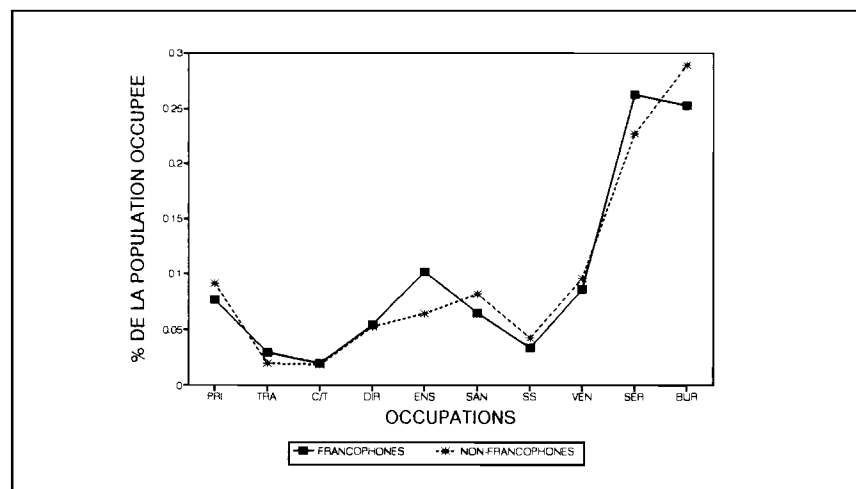


FIGURE 1e Occupations selon la langue, femmes, reste de l'Alberta, 1986

sionnelles des femmes, il semble en être autrement de la métropolisation. L'emploi féminin francophone en milieu métropolitain diffère en effet sensiblement de celui des autres régions. Les emplois de bureau dominent encore plus nettement les structures professionnelles des femmes d'Halifax et de Calgary/Edmonton (Figure 1f) qu'ils ne le font ailleurs en Nouvelle-Écosse ou en Alberta. En contrepartie, elles y sont proportionnellement moins nombreuses à oeuvrer dans le secteur secondaire. Enfin, leur présence est plus affirmée dans les secteurs de la direction, de la santé, des services sociaux et des arts.

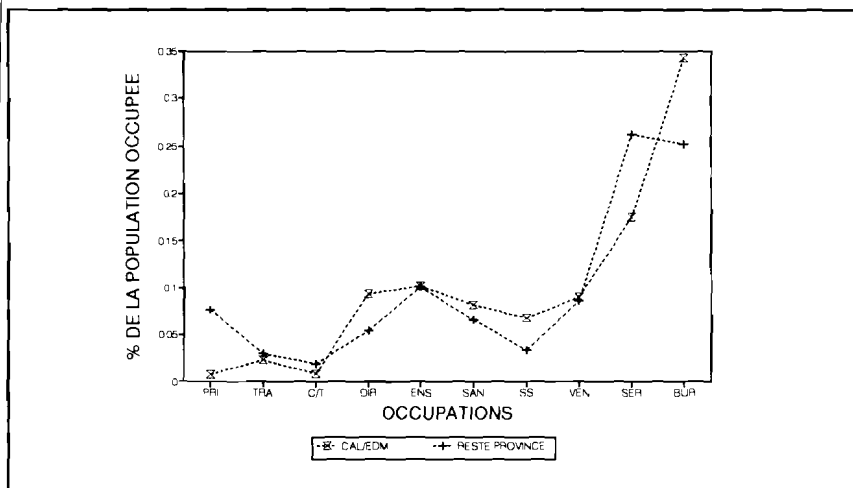


FIGURE 1f Occupations selon le milieu, femmes francophones, Alberta, 1986

Force nous est d'ajouter cependant que cette plus grande diversification de l'emploi féminin n'a cependant pas eu ici non plus d'effets importants sur les écarts hommes-femmes en matière d'occupations. Encore une fois, ceux-ci pèsent plus lourd que les différences géographiques.

Milieus et revenus d'emploi

Les faibles revenus d'emploi constituent une autre expression de la difficile insertion des femmes francophones dans l'économie. C'est ici que l'impact de la géographie se fait le plus sentir, notamment au niveau des écarts qui séparent les revenus des hommes de ceux des femmes, dans les professions où celles-ci dominent.

A l'échelle provinciale

Plus de 50% des femmes francophones des quatre provinces à l'étude travaillent, on l'a vu, dans l'un ou l'autre des trois secteurs de la vente, des services et des emplois de bureau. Ce pourcentage atteint presque les 60 en Alberta et en Ontario. Nous avons montré ailleurs qu'il s'agit là de secteurs sous-rémunérés partout au pays, et notamment dans les Provinces Maritimes où un emploi dans les domaines de la vente ou des services génère un revenu féminin dont l'indice ne dépasse pas les 35 (Gilbert, 1992).

Les écarts entre les revenus d'emploi des femmes et des hommes constituent une autre facette de la sous-rémunération des femmes actives.

L'étude préliminaire des données a révélé que chez les francophones, les hommes ont en effet un revenu d'emploi qui est toujours supérieur à celui des femmes, quelle que soit la profession. Les écarts entre les revenus des deux groupes sont d'au moins 20 points dans tous les secteurs d'emploi, et ils s'élèvent généralement à plus de 50 points. Les différences sont particulièrement élevées dans les professions des domaines de l'administration et de la gestion, de l'éducation, de la santé, des sciences sociales et des arts. Enfin, notons que l'infériorité des revenus d'emploi des femmes est aussi grande dans les provinces où les revenus des francophones sont élevés, telles l'Alberta, que dans celles où ils sont bas.

Fait intéressant, qu'avait relevé l'ICRDR (1991) avant nous, le revenu d'emploi des femmes francophones est tout aussi inférieur à celui des hommes dans les professions où les femmes sont majoritaires que dans celles où elles sont peu présentes. Ainsi, le revenu des enseignantes, des personnes occupées dans les professions du domaine de la santé, des employées de bureau est inférieur à celui des hommes qui travaillent dans les mêmes secteurs.

Ces faibles revenus d'emploi des femmes francophones dans les secteurs traditionnels de l'activité féminine ne sont pas sans rappeler ceux des non-francophones occupées dans les mêmes secteurs. L'écart est en effet réduit entre les revenus des femmes anglophones et des femmes francophones (FJCF, 1990b). L'analyse préliminaire des données n'en révèle pas moins que les revenus des femmes de langue maternelle française sont inférieurs à ceux des femmes qui n'ont pas le français comme langue maternelle dans certaines des professions où les premières dominent. Ainsi, par exemple, au Nouveau-Brunswick, l'indice du revenu d'emploi féminin dans la transformation et l'usinage - qui emploient 15.3% de la main d'oeuvre féminine francophone, mais seulement 4.4% de la main d'oeuvre féminine non-francophone - est respectivement de 19 et de 39.6 pour les francophones alors qu'il atteint 32.4 et 47.1 pour les non-francophones. Les francophones y sont cependant mieux rémunérées que les autres dans d'autres secteurs-clé de l'économie franco-canadienne, tels l'éducation et la santé.

On a vérifié si les inégalités hommes-femmes en matière de revenu sont liées aux différences dans les niveaux de scolarité des femmes et des hommes oeuvrant dans les mêmes secteurs professionnels. Le tableau 3 montre clairement qu'à scolarité égale, les femmes francophones restent fortement sous-rémunérées dans chacune des quatre provinces étudiées. Ce tableau met aussi en lumière le fait que les écarts entre les revenus sont plus importants encore pour les populations hautement scolarisées que pour les autres, et qu'ils affectent autant l'économie d'une province centrale telle l'Ontario que celle des Provinces Maritimes. Ce que le tableau suggère enfin, c'est un certain effet du milieu sur les revenus féminins: ceux-ci ont tendance à s'élever dans les régions moins francophones et dans les métropoles; mais, paradoxalement, les hommes bénéficiant ici de hausses plus substantielles de revenu que les femmes, les inégalités hommes-femmes de revenu y sont plus grandes que dans

TABLEAU 3 Indices du revenu moyen de la population francophone active selon la scolarité et le sexe, par région, 1986

	Moins d'une 13e		Études secondaires		Études non universitaires		Études universitaires	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Nouvelle-Ecosse	37.5	87.9	52.8	117.9	58.5	118.4	81.3	146.9
Sud-Ouest	28.2	77.1	45.7	93.1	49.2	95.9	73.0	142.3
Cap-Breton	38.9	74.7	53.6	98.8	62.8	88.6	80.5	147.2
Halifax	53.3	119.5	68.1	134.9	71.3	151.5	89.3	149.0
Reste NE	40.5	113.4	41.9	130.9	50.3	128.1	74.7	148.3
Nouveau-Brunswick	31.6	69.3	44.5	88.3	60.4	97.5	82.9	138.1
Majorité franc.	29.0	67.2	41.4	83.2	56.1	90.1	78.8	128.5
Forté représ. franc.	35.4	70.5	45.8	90.7	65.3	104.8	86.1	143.9
Reste NB	43.5	89.6	71.7	125.9	69.9	128.3	98.4	165.6
Ontario	52.7	117.9	69.4	125.4	77.3	132.8	115.1	192.4
Nord-Est	44.0	126.8	49.1	125.0	61.0	129.1	107.4	163.9
Sub-Est	58.8	104.5	80.2	120.1	87.1	128.3	121.8	198.7
Péninsule ontarienne	57.9	121.7	71.1	131.7	79.5	142.9	112.6	198.5
Reste ON	50.3	120.0	63.1	144.1	69.6	130.6	91.8	170.4
Alberta	54.2	102.8	64.5	125.2	74.2	134.7	101.1	173.2
Calgary/Edmonton	58.1	103.1	68.6	123.3	75.1	134.0	105.1	180.9
Reste AL	49.6	102.6	58.1	127.8	72.4	135.6	90.7	155.2

Source: ICRDC, 1991, d'après le recensement de 1986.
 Note: Revenu annuel moyen, hommes et femmes, Canada = 100.

les milieux traditionnellement francophones. Ce double effet du milieu est, on le verra à l'instant, particulièrement visible au sein de certaines professions.

L'effet de la représentation francophone

Les statistiques sur les revenus féminins tirés des différentes professions sont un indicateur particulièrement éloquent de l'impact de la localisation. Ceux-ci sont souvent moins élevés dans les régions plus francophones du Nouveau-Brunswick (Figure 2a, légende en appendice), notamment dans les secteurs d'emploi où les femmes francophones sont les plus présentes, tels l'industrie, les services et les emplois de bureau. Les femmes francophones du Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse oeuvrant dans ces mêmes secteurs d'emploi sont aussi sous-rémunérées par rapport à leurs consoeurs des régions moins francophones de la province. On ne peut cependant conclure aussi aisément de l'impact de la représentation francophone sur les revenus féminins d'emploi en Ontario, la situation particulière de l'économie du Sud-Est, qui inclut la région de la Capitale nationale, brouillant sensiblement les cartes.

L'analyse des écarts hommes-femmes du revenu d'emploi apporte une dimension supplémentaire à cette étude régionale des revenus. Elle révèle en

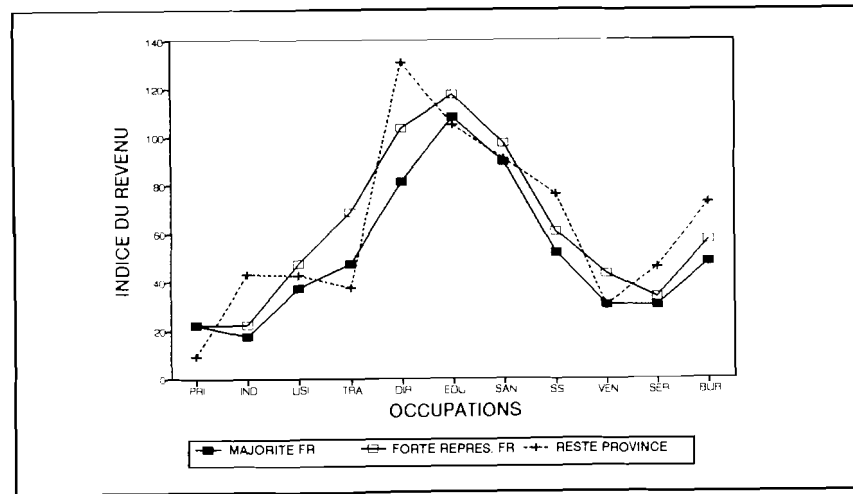


FIGURE 2a Revenu d'emploi selon l'occupation, femmes francophones et milieux, 1986

effet que ces écarts sont plus élevés dans les milieux plus anglophones des provinces à l'étude, ce qui réduit la portée des avantages relatifs des milieux non traditionnels en matière de revenu féminin. Les impacts du milieu sur les différences dans les revenus sont particulièrement notoires dans les professions dites féminines, tels les emplois de l'industrie de transformation, les services et les emplois de bureau (Figure 2b).

Il est intéressant de noter que dans les milieux à forte représentation francophone tels les comtés à majorité francophone du Nouveau-Brunswick, les différences hommes-femmes du revenu sont moins grandes chez les francophones que chez les non-francophones (Figure 2c). Les revenus des femmes étant équivalents, quelle que soit la langue, ce sont les différences de revenu chez les hommes qui créent un écart important entre les deux groupes linguistiques. Les inégalités hommes-femmes sont par exemple moins fortes chez les francophones oeuvrant dans les industries secondaires que chez les anglophones, à cause de la faiblesse des revenus qu'en retirent les hommes francophones. Le même phénomène explique les écarts hommes-femmes plus élevés dans les revenus des anglophones dans le domaine de la santé. Par contre, les écarts entre les revenus des hommes et des femmes sont aussi élevés chez les francophones que chez les non-francophones dans les comtés à faible représentation francophone (Figure 2d). Les revenus des hommes francophones s'y comparent en effet mieux à ceux des anglophones, les dépassant même dans plusieurs professions, ce qui crée des écarts aussi importants dans un groupe linguistique que dans l'autre. Ces différences géographiques relèvent bien sûr des caractères particuliers des économies régionales: économies confinées aux secteurs traditionnels dans les milieux francophones, qui génèrent des salaires peu élevés tant chez les hommes que chez les femmes; économies vraisem-

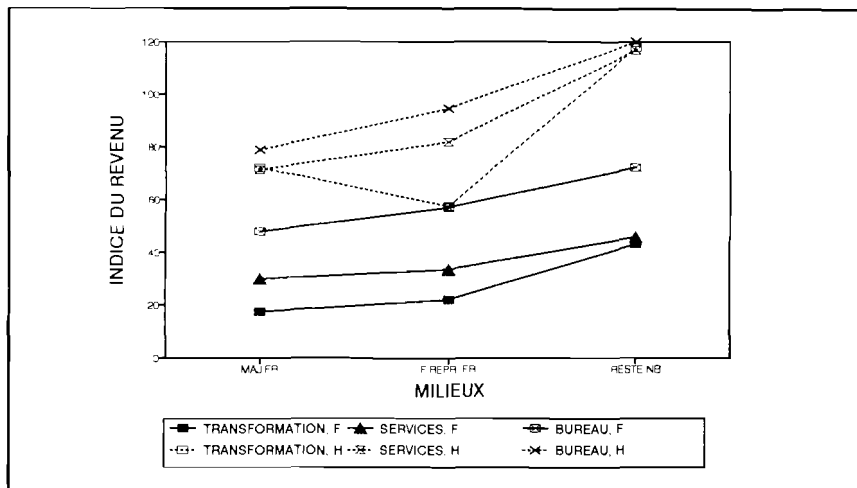


FIGURE 2b Revenu d'emploi selon le milieu, professions choisies et sexe, 1986

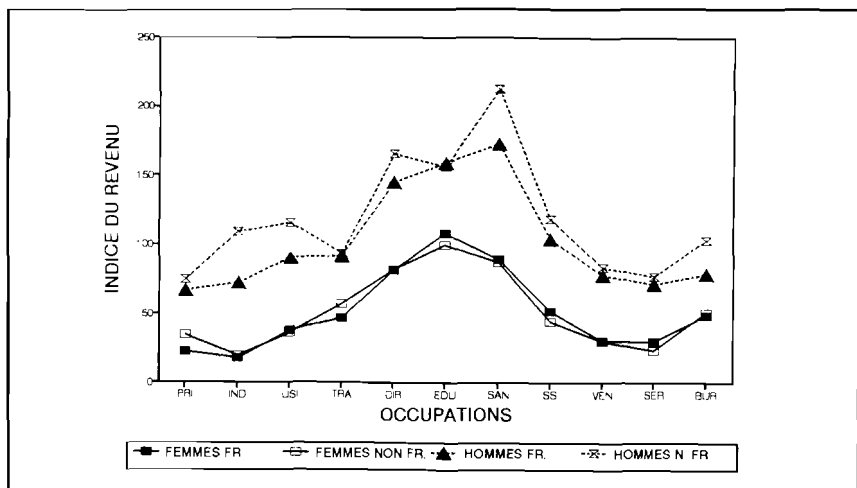


FIGURE 2c Revenu d'emploi selon l'occupation, sexe et langue, majorité fr., 1986

blement plus diversifiées dans les autres milieux, diversification qui se reflète dans le niveau général des salaires. Or, il apparaît que, chez les francophones, ce sont les hommes qui profitent davantage des salaires plus élevés offerts en milieu anglophone, auquel de toute évidence les femmes s'intègrent moins bien. Il faudrait en investiguer les raisons.

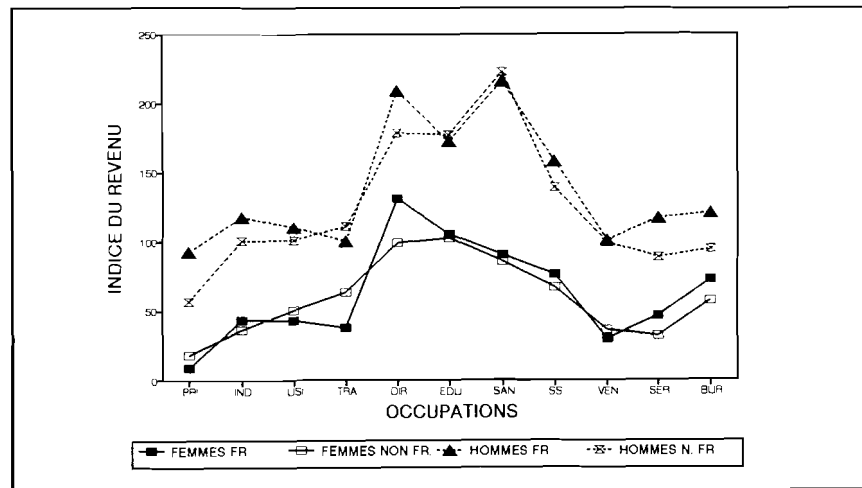


FIGURE 2d Revenu d'emploi selon l'occupation sexe, et langue, minorité fr., 1986

L'effet métropolitain

Les revenus féminins dans les grandes villes sont, on ne s'en surprendra pas, plus élevés que ceux qu'on retire dans les mêmes professions ailleurs en Nouvelle-Écosse ou en Alberta. La figure 3a montre les avantages particulièrement significatifs des femmes oeuvrant dans les emplois du tertiaire à Halifax. Les différences de revenu pour les professions du secondaire sont plus difficiles à qualifier, celui-ci subissant davantage les influences des conjonctures régionales.

Mais métropoles ou non, les écarts hommes-femmes des revenus tirés des différentes professions restent très élevés. Ils seraient même plus élevés à Halifax et dans les deux métropoles de l'Alberta qu'ils ne le sont ailleurs dans ces provinces dans plusieurs professions, et notamment dans les emplois où les femmes prédominent. La figure 3b l'illustre, à l'aide de la comparaison des revenus féminins et masculins dans deux domaines d'emploi auxquels on a associé l'emploi des femmes francophones en milieu métropolitain à la section précédente, soit l'administration et les emplois de bureau.

Ajoutons enfin que les femmes des milieux métropolitains seraient particulièrement désavantagées par rapport aux anglophones - certains diront "doublement défavorisées" - sur le plan du revenu d'emploi tiré de plusieurs professions. C'est le cas à Halifax, où les inégalités hommes-femmes du revenu sont souvent plus importantes chez les francophones qu'au sein de la majorité non francophone: dans certains domaines d'emploi féminins tels la vente et les services par exemple, mais aussi dans le secteur secondaire, dans les professions du domaine de la direction et de la gestion et dans les services

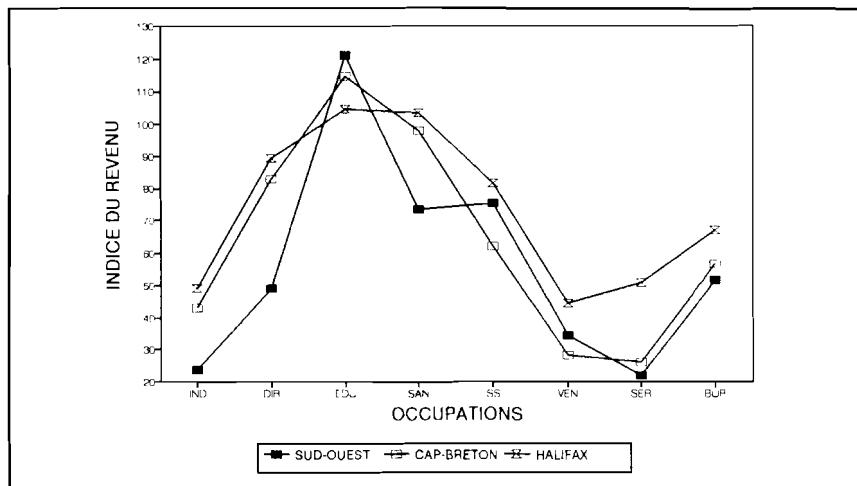


FIGURE 3a Revenu d'emploi selon l'occupation, femmes francophones et milieu, 1986

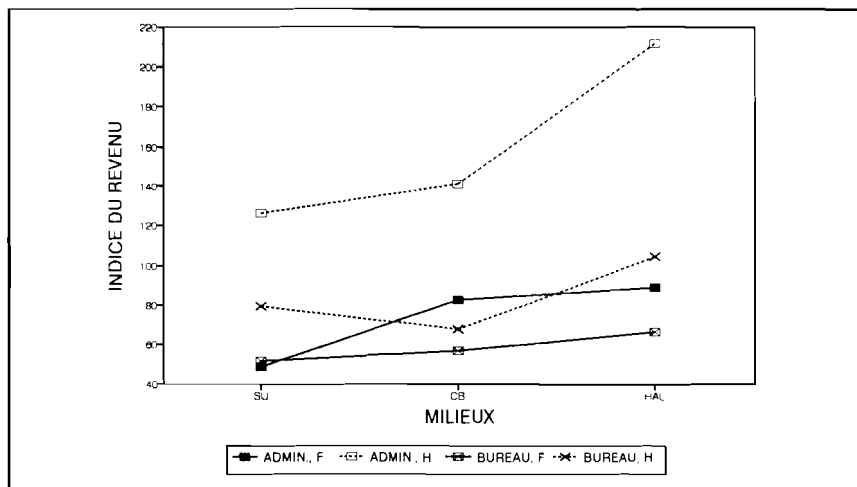


FIGURE 3b Revenu d'emploi selon le milieu, professions choisies et sexe, 1986

sociaux et les arts (Figure 3c). C'est aussi le cas en Alberta où les hommes francophones des emplois du tertiaire sont aussi généralement mieux rémunérés que les anglophones à Calgary/Edmonton, ce qui crée des écarts hommes-femmes du revenu d'emploi moins élevés chez ces derniers: ainsi par exemple, dans les emplois de bureau, l'indice du revenu des femmes francophones est de 72.6, des femmes anglophones de 74.5, des hommes francophones de 115.8 et des hommes anglophones de 101.6; dans les services, il est de 43.8 chez les femmes francophones, de 39.8 chez les femmes anglophones, de 100.9 chez les

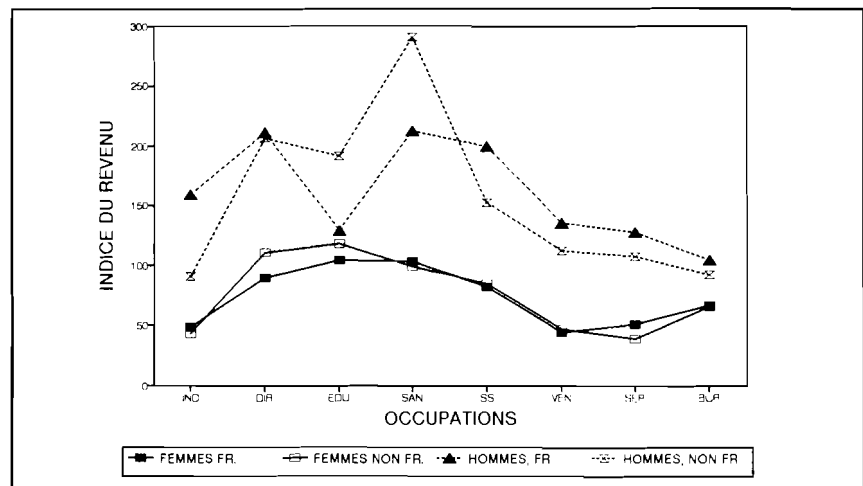


FIGURE 3c Revenu d'emploi selon l'occupation, sexe et langue, Halifax, 1986

hommes francophones et de 79.8 chez les hommes anglophones. Les inégalités y sont aussi plus fortes entre hommes et femmes francophones que non francophones dans le bâtiment et le transport. Ceci soulève des questions fondamentales quant au bien-être des femmes francophones dans les grandes villes, vers lesquelles elles ont en effet la tendance à se déplacer de plus en plus massivement (ACFO, 1989; Langlois et Blais, 1991).

Synthèse et conclusion

Notre analyse confirme à nouveau le fait que la présence des femmes francophones sur le milieu du travail reste limitée et qu'elles y sont encore largement confinées à certains secteurs d'emploi. Elles y sont par surcroît sous-rémunérées, ce qui renforcerait une situation qui fait des femmes un groupe qualifié par Cardinal et Coderre comme défavorisé, ghettoisé en fonction de son sexe (1990: 166). Les données réunies ici montrent aussi que, globalement, la situation des femmes n'est en réalité guère plus avantageuse dans les milieux non traditionnels de la francophonie canadienne - milieux à faible représentation francophone, milieux métropolitains - même si elles sont ici plus nombreuses sur le marché du travail. Les écarts entre les taux d'activité des femmes et des hommes y sont aussi élevés qu'ailleurs et le chômage y affecte particulièrement les femmes. L'éventail des emplois occupés par les femmes n'est guère plus large dans les milieux plus anglophones - il serait même plus étroit dans les Provinces Maritimes et les écarts entre les structures professionnelles des femmes et des hommes auraient tendance à y être plus marqués. Les emplois de bureau dominant encore plus nettement l'emploi en milieu métropolitain

qu'ailleurs, quoiqu'ici la présence des femmes soit plus affirmée dans des secteurs plus valorisés tels la direction et l'administration, la santé, les services sociaux et les arts. Enfin, les écarts hommes-femmes en matière de revenu d'emploi non seulement subsistent en milieu non traditionnel mais ils auraient tendance à augmenter.

Ainsi, quel que soit l'indicateur utilisé, et en dépit des différences socio-économiques entre régions, les inégalités hommes-femmes en matière d'emploi persistent partout. C'est là la conclusion principale que l'on peut tirer de notre analyse, qui invite à une réflexion d'ensemble sur la problématique de l'emploi des femmes francophones hors Québec. Notre étude a aussi montré que l'intégration des femmes au marché de l'emploi fait face à des contraintes différentes selon les milieux. On ne saurait oublier ces différences dans l'identification des avenues de recherche susceptibles d'éclairer la nature du problème de l'accès des femmes au marché de l'emploi.

De façon générale les données analysées ont suggéré que c'est hors du travail rémunéré que les femmes des milieux traditionnels de la francophonie participeraient au maintien et au développement de leur communauté, l'emploi y étant réservé pour une bonne part aux hommes. C'est à partir de niches bien définies d'emploi qu'elles y contribuent à l'économie marchande, car lorsqu'on les retrouve sur le marché du travail, les femmes se retrouvent dans une variété limitée d'emploi, particulièrement dans les régions où elles sont exclues des occupations du secteur secondaire. Ces emplois sont sous-rémunérés par rapport à ce qu'en tirent les hommes, ce qui contribue à maintenir l'infériorité économique des femmes, leur dépendance et ce qui limite d'autant leur pleine participation à l'économie locale et régionale. Par ailleurs c'est le développement de l'ensemble des communautés francophones des milieux traditionnels - hommes et femmes - qui est lourdement affecté par les inégalités linguistiques du revenu masculin qui désavantagent les francophones dans les milieux où ils sont les plus solidement implantés. Penser la question de l'emploi des femmes dans un tel contexte demande une analyse approfondie des opportunités et faiblesses des communautés francophones sur le plan de l'économie et de l'impact des transformations de l'économie mondiale sur leur vitalité. La question de la nature de la contribution des femmes au développement communautaire et de leur rapport au travail rémunéré devrait en être le centre. Force est d'admettre cependant que la question du rôle des femmes dans le développement communautaire est restée plutôt périphérique dans les discussions qui ont été soulevées jusqu'ici à propos de la consolidation de l'espace économique francophone.

L'intégration au marché du travail serait relativement plus favorable aux femmes francophones des milieux plus anglophones. Elle n'en est cependant pas moins problématique, la participation des femmes étant toujours largement inférieure à celle des hommes alors que le chômage des femmes francophones affecte durement les régions où la présence francophone est moins affirmée. On ne saurait passer non plus sous silence le fait que dans les Maritimes, les

femmes francophones sont ici plus nombreuses encore à être reléguées dans des emplois dits féminins, emplois généralement mal rémunérés. Les milieux anglophones favorisent certes une plus grande représentation des femmes dans des professions plus valorisées, telles l'administration. Ces milieux n'offrent cependant que fort peu d'avantages à la participation des femmes à l'économie, le fossé entre les femmes et les hommes y étant tout aussi profond qu'ailleurs, tant sur le plan de l'éventail des professions que de celui des revenus. Si on ajoute à ces limites à la participation des femmes celles que confère la plus grande minorisation, on peut douter des possibilités offertes à l'intégration des femmes à l'économie dans les régions les moins francophones du pays. Leur situation est sensiblement la même dans les milieux métropolitains. Elles y bénéficient sans contredit d'un accès plus grand au travail rémunéré. Elles y sont aussi moins touchées par le chômage. Et elles y occuperaient, comme en milieu moins francophone, un éventail plus large de professions, quoique nous hésitions ici à conclure à partir des deux seuls exemples de la Nouvelle-Écosse et de l'Alberta. Les emplois de bureau dominant toutefois davantage les structures professionnelles des femmes francophones des métropoles qu'ils ne le font ailleurs, ce qui limite les possibilités de leur intégration à l'économie métropolitaine. Par ailleurs, si les revenus féminins sont plus élevés dans les grandes villes, les écarts hommes-femmes du revenu s'accroissent ici, ce qui nous conduit à nous interroger sur les avantages réels des milieux métropolitains sur le plan de la situation financière des femmes francophones. Les femmes y seraient victimes des mêmes inégalités dont souffrent les femmes anglophones, et elles n'y auraient pas un statut meilleur que dans les autres régions du pays. Ce contexte fort différent du premier devrait à notre avis susciter un autre type de travaux. Plus que sur le développement global de la francophonie, c'est en effet à la discrimination qui touche les femmes francophones en matière d'emploi qu'il faut ici s'intéresser, et des études empiriques se faire sur des questions telles les ghettos féminins d'emploi, l'équité salariale, la formation professionnelle, etc. Il s'agit là, on le sait, d'une avenue privilégiée de la recherche féministe sur les femmes et l'économie (Cardinal et Coderre, 1990). Aussi s'agirait-il d'explorer plus à fond ces questions du point de vue de la double discrimination faite aux femmes francophones, qui n'arrivent de toute évidence pas à profiter autant que les hommes des possibilités d'ascension socio-économique qu'offrent aux francophones les milieux non-traditionnels.

Les inégalités hommes-femmes n'échapperaient donc pas plus dans la francophonie qu'ailleurs dans la société canadienne à l'effet de la localisation dans l'espace. Cette analyse a voulu le montrer, en faisant se rencontrer la géographie et la recherche féministe dans une étude sur l'emploi des femmes francophones selon le milieu. Elle s'inscrit ainsi dans le droit fil des nombreux travaux de la géographie féministe qui ont illustré les dimensions spatiales des rapports de genre dans la société. Elle vise néanmoins à les dépasser, en resituant la problématique de l'emploi des femmes dans celle plus globale du

développement des collectivités francophones du pays. Les différents milieux à l'étude n'offrant de toute évidence pas les mêmes supports à la redéfinition de la place des femmes francophones sur le marché du travail, notre travail a en effet suggéré comment espace, genre et développement sont trois éléments indissociables de la problématique de l'accès des femmes à l'emploi.

Appendice

Légende

PRI	Activités primaires
TRA	Transformation et usinage
C/T	Construction et transport
DIR	Direction, administration
ENS	Enseignement
SAN	Santé
SS	Sciences sociales, clergé, arts
VEN	Vente
SER	Services
BUR	Emplois de bureau
IND	Industrie de transformation
USI	Usinage

Bibliographie

- ACFO. 1985. *Les francophones tels qu'ils sont. Regard sur le monde du travail franco-ontarien*. Ottawa: Association canadienne-française de l'Ontario.
- _____. 1989. *Les francophones tels qu'ils sont. Regard sur l'Ontario français à l'aube de la Loi de 1986 sur les services en français*. Ottawa: Association canadienne-française de l'Ontario.
- Cardinal, L. et C. Coderre. 1990. Les francophones telles qu'elles sont: les Ontariennes et l'économie, *Revue du Nouvel Ontario*, 12: 151-182.
- FCFAC. 1992. *Dessein 2000: pour un espace francophone*. Ottawa, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada. Rapport final.
- FJCF. 1990a. *Le déclin d'une culture. Recherche, analyse et bibliographie. Francophonie hors Québec. 1980-1989*. Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français. Vision d'avenir. Livre 1.
- _____. 1990b. *Le choc des nombres. Dossier statistique sur la francophonie canadienne. 1951-1986*. Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français. Vision d'avenir. Livre 2.
- _____. 1991. *Un avenir incertain. Comportements linguistiques et conscience*

- culturelle des jeunes Canadiens français*. Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français. Vision d'avenir. Livre 3.
- ICRDR. 1991. *La vitalité des régions francophones hors Québec: tendances et perspectives*. Étude réalisée pour le compte de la Fédération des francophones hors Québec. Moncton, Université de Moncton.
- Gilbert, A. 1992. *L'accès inégal des femmes francophones à l'emploi*. Étude réalisée pour le compte du Réseau national d'Action/Éducation femmes. Ottawa.
- Langlois, A. et V. Berdoulay. 1987. "La diversité de la population d'origine française dans l'espace ethnique d'Ottawa", *Études ethniques au Canada*, 19: 42-52.
- Langlois, A., V. Berdoulay, et M. Brosseau. 1989. "Effet de lieu et relations ethniques: problématique et méthode", *Le Géographe canadien*, 33: 156-162.
- Langlois, A. et R. Blais. 1991. "La répartition géographique des francophones de l'Ontario", *Études canadiennes/Canadian Studies*, 30: 13-30.
- Langlois, A. 1992. "Les réseaux migratoires franco-ontariens en mutation", *Recherches sociographiques*, 33: 83-102.